

Crédit aux SNF – France • Avril 2022

La croissance du crédit à l'investissement se renforce

- Sur un an, la croissance des crédits à l'investissement se renforce à nouveau (+6,8 %, après 6,3 % en mars et +6,1 % en février), portée par sa composante équipement (+7,9 %, après +7,3 % en mars).
- Le taux de croissance annuel des crédits de trésorerie redevient positif (+2,5 %, après -0,7 % en mars et -1,2 % en février).
- Au total, le taux croissance annuel de l'encours de crédit aux sociétés non financières gagne plus d'un point par rapport au mois précédent : +5,5 % en avril, après +4,2 % en mars.

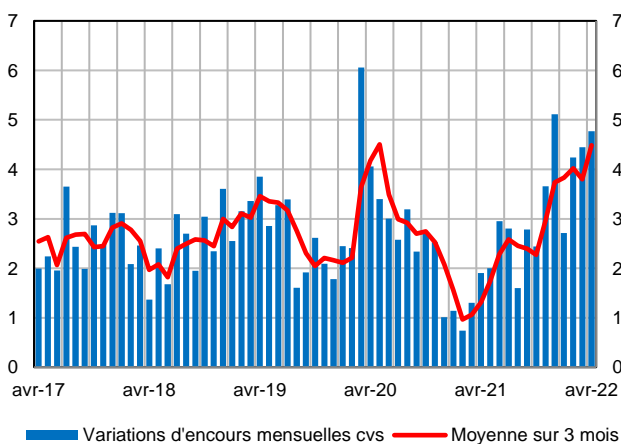
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance brut		
		Annuel		
	avr-22	fevr-22	mars-22	avr-22
Total	1 271	4,1	4,2	5,5
Investissement	871	6,1	6,3	6,8
<i>Équipement</i>	542	6,7	7,3	7,9
<i>Immobilier</i>	329	5,2	4,8	5,1
Trésorerie	332	-1,2	-0,7	2,5
Autres	68	5,3	2,6	4,3

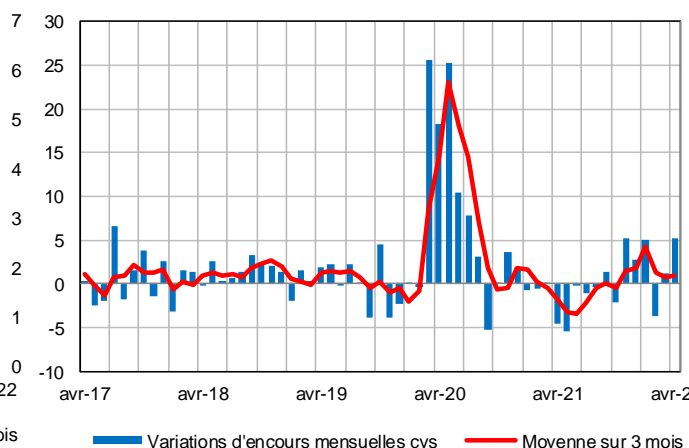
Variations mensuelles d'encours de crédits à l'équipement (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations mensuelles d'encours de crédits de trésorerie (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

